

**DÉCISION N° CODEP-NAN-2021-009059 DU PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ DE SÛRETÉ  
NUCLÉAIRE DU 18/02/2021 PORTANT AUTORISATION D'EXERCER UNE ACTIVITÉ  
NUCLÉAIRE À FINALITÉ MÉDICALE DÉLIVRÉE À CENTRE EUGÈNE MARQUIS POUR  
SON SERVICE DE MEDECINE NUCLEAIRE**

Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 592-21 ;

Vu le code de la santé publique, notamment le chapitre III du titre III du livre III de sa première partie ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-135 ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail ;

Vu l'arrêté du 15 mai 2006 modifié relatif aux conditions de délimitation et de signalisation des zones surveillées et contrôlées et des zones spécialement réglementées ou interdites compte tenu de l'exposition aux rayonnements ionisants, ainsi qu'aux règles d'hygiène, de sécurité et d'entretien ;

Vu la décision n° 2015-DC-0521 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 8 septembre 2015 relative au suivi et aux modalités d'enregistrement des radionucléides sous forme de sources radioactives et de produits ou dispositifs en contenant ;

Considérant l'absence d'observation suite à la consultation du public sur le projet qui s'est déroulée du 15/01/2021 au 30/01/2021 ;

Considérant la lettre de suite référencée CODEP-NAN-2021-007555 de l'inspection réalisée le 08/02/2021 ;

Après examen de la demande reçue le 15 décembre 2020 présentée par l'établissement dénommé « Centre Eugène Marquis » (*formulaire daté du 15 décembre 2020*), et complétée en dernier lieu le 16/02/2021,

**DÉCIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'établissement « Centre Eugène Marquis » (personne morale titulaire de l'autorisation), dénommé ci-après le titulaire de l'autorisation, est autorisé à exercer une activité nucléaire à des fins médicales.

L'établissement « Centre Eugène Marquis » est représenté par son directeur général, signataire de la demande.

Cette décision permet au titulaire de :

- détenir et utiliser des appareils électriques émettant des rayonnements ionisants ;
- détenir et utiliser des radionucléides en sources non scellées ;
- détenir et utiliser des radionucléides en sources scellées ainsi que les produits et dispositifs en contenant.

Cette décision est accordée pour des sources de rayonnements ionisants destinées aux fins de :

- contrôle de qualité (activimètres, gamma caméra, caméra TEP, sonde péropéatoire...)
- diagnostic in vivo ;
- recherche impliquant la personne humaine ;
- diagnostic en biologie médicale ;
- repérage anatomique et/ou correction d'atténuation ;
- thérapie ;

## **Article 2**

L'exercice de l'activité nucléaire autorisée par la présente décision respecte les caractéristiques et conditions de mise en œuvre mentionnées en annexe 1, ainsi que les prescriptions particulières mentionnées en annexe 2 à la présente décision.

## **Article 3**

La réception des installations ne peut être prononcée par le titulaire de l'autorisation qu'après la réalisation des contrôles initiaux prévus aux articles R. 1333-139 du code de la santé publique et R. 4451-40 et R. 4451-44 du code du travail. Les non-conformités signalées lors de ces contrôles font l'objet d'un suivi formalisé.

Tant que la réception des installations n'a pas été prononcée, la présente décision est limitée à :

- la détention des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision,
- l'utilisation des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision à la seule fin de réalisation des contrôles initiaux précités.

## **Article 4**

La présente décision, enregistrée sous le numéro M350002, est référencée CODEP-NAN-2021-009059. La décision portant autorisation référencée CODEP-NAN-2020-06153 est abrogée à la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

## **Article 5**

La présente décision, non transférable, est valable jusqu'au 31/03/2026. Elle peut être renouvelée sur demande adressée à l'Autorité de sûreté nucléaire dans un délai minimum de six mois avant la date d'expiration.

## **Article 6**

La cessation de l'activité nucléaire autorisée par la présente décision est à porter à la connaissance de l'Autorité de sûreté nucléaire trois mois avant sa date prévisionnelle.

## **Article 7**

La présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## **Article 8**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au titulaire de l'autorisation.

Fait à Nantes, le 18/02/2021

**Pour le président de l'Autorité de sûreté nucléaire et par délégation,  
La cheffe de la division de Nantes,**

**Signé par :  
Émilie JAMBU**